

ARRÊTÉ

Service : Prévention et tranquillité publique

Références : E.L.

N° 495 - 2026

Objet : AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – ILE DE LA LIBERTE – QUAI DU COMMANDANT LUCAS - LE DIMANCHE 23 AOUT 2026 – 10H00- 00H00.

Le Maire de la Ville de Couëron,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route ;

Vu la décision du conseil municipal 2021-127 fixant les règles en vigueur concernant l'occupation du domaine public ;

Vu la décision municipale n°2026-010 du 16/01/2026 concernant l'approbation de la tarification des occupations du domaine public ;

Considérant la demande de **l'association Les Lucioles Musique**, localisée 26 boulevard de la Libération à Couëron (44220) qui souhaite occuper temporairement le domaine public afin d'organiser la Guinguette de la Liberté #4 ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières afin d'en assurer un bon déroulement ;

arrête

Article 1 : Le dimanche 23 aout 2026 de 10h00 à 00h00, l'association Les Lucioles Musique et ses intervenants seront autorisés à occuper l'île de la Liberté pour la manifestation la Guinguette de la Liberté #4.

Article 2 : L'association Les Lucioles Musique devra prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers et toutes les dispositions nécessaires afin de maintenir l'ensemble du site en état constant de propreté et de faciliter le passage des véhicules de secours.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'association. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché aux extrémités de l'emplacement.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux règlements en vigueur.

Article 5 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait pourra intervenir sur décision de l'autorité municipale, à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou en cas de manquement aux obligations prévues par cet arrêté.

Article 6 : Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Couëron et les agents de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché et publié conformément aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.



À Couëron, le **17 AOUT 2026**

Monsieur le Maire
Axel Casenave

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette, 44000 Nantes) ou par télérecours <https://citoyens.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Mis en ligne sur le site Internet de la Ville du **17/08/2026** au **17/10/2026**